

Nouvelles pratiques sociales



Survivre en se transformant : les pratiques sociales en Ontario français au cours des années 60 et 70

David Welch

Volume 9, Number 1, Spring 1996

Spiritualité, Églises et religions

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301355ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301355ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université du Québec

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Welch, D. (1996). Survivre en se transformant : les pratiques sociales en Ontario français au cours des années 60 et 70. *Nouvelles pratiques sociales*, 9(1), 151–167. <https://doi.org/10.7202/301355ar>

Article abstract

En effectuant un retour sur les années 60 et 70, cet article cherche à susciter une réflexion sur certaines des transformations importantes au sein de la communauté franco-ontarienne, particulièrement dans ses rapports avec l'État ontarien. L'auteur y expose d'abord les nouvelles réalités, telles que le rôle accru de l'État et l'émergence d'un nouveau leadership au sein de la communauté, pour ensuite examiner leur influence sur les façons de se définir comme entité sociale et sur la création de nouvelles pratiques sociales.



Les pratiques sociales d'ailleurs

Survivre en se transformant : les pratiques sociales en Ontario français au cours des années 60 et 70¹

*David WELCH
École de service social
Université d'Ottawa*

En effectuant un retour sur les années 60 et 70, cet article cherche à susciter une réflexion sur certaines des transformations importantes au sein de la communauté franco-ontarienne, particulièrement dans ses rapports avec l'État ontarien. L'auteur y expose d'abord les nouvelles réalités, telles que le rôle accru de l'État et l'émergence d'un nouveau leadership au sein de la communauté, pour ensuite examiner leur influence sur les façons de se définir comme entité sociale et sur la création de nouvelles pratiques sociales.

1. L'auteur remercie ses collègues Louise Blais, Madeleine Dubois et Nérée St-Amand pour leurs judicieux conseils dans la préparation de cet article.

Un retour sur les années 60 et 70, période pendant laquelle la communauté franco-ontarienne a dû faire face à des changements majeurs, particulièrement dans ses rapports avec l'État, contribue à une meilleure compréhension du contexte et des défis actuels que posent les problèmes et les pratiques sociales franco-ontariennes. Le présent article cherche à susciter une réflexion et à alimenter les débats actuels sur les effets de ces transformations et leur impact sur l'établissement de nouveaux rapports sociaux en Ontario français.

Afin de mieux situer le contexte et les réalités des années en question, tels le rôle accru de l'État et l'émergence d'un nouveau leadership au sein de la communauté, nous brosserons d'abord un tableau de l'histoire franco-ontarienne des années 40-50, en examinant l'influence des grandes transformations socio-économiques en Ontario sur les Franco-Ontariens. Par la suite, nous tenterons de démontrer que certaines tensions au sein du leadership ont eu des répercussions sur la création de nouvelles pratiques sociales qui ont à leur tour amené d'autres façons de se définir comme entité sociale.

La toile de fond qui sous-tend ce texte est tissée à partir de deux observations. Premièrement, les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes forment une communauté historique, avec de longues traditions et une capacité de transformer leurs différents rapports, avec l'État ou avec les autres forces dominantes dans la province et au pays. Deuxièmement, depuis les débuts de leur histoire, les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes ne se considèrent pas comme des victimes passives, mais comme des acteurs et actrices engagés dans la transformation de leur propre communauté.

Compte tenu de l'absence de recherches sur le développement des pratiques sociales en Ontario français, cet article se propose d'amorcer un début de réflexion sur le sujet. Il est à souhaiter que la création des institutions de recherche et d'enseignement, de même que de publication de langue française en Ontario, donne aux Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes les outils d'analyse pour faire avancer la réflexion à ce sujet.

UNE COMMUNAUTÉ EN TRANSFORMATION RAPIDE – LES ANNÉES 40 ET 50

Depuis le début de la colonisation en Ontario au XVIII^e siècle et jusqu'aux années 40, la population franco-ontarienne joue un rôle actif dans le développement économique et politique de la province (Welch, 1994 ; Jaenen, 1993). Installés dans des villages relativement homogènes, les Canadiens français déménagés en Ontario conservent beaucoup de leurs

traditions et représentations culturelles et idéologiques. Dans plusieurs régions, la masse critique est suffisante pour fonder des paroisses, des écoles, des organismes sociaux et, plus tard, des coopératives et caisses populaires qui reflètent leur réalité économique et sociale et forment un réseau plus ou moins autonome de services. Ces institutions constituent des mécanismes importants dans la conduite de la vie sociale, tout comme dans le contrôle et la distribution des ressources à l'intérieur de la communauté franco-ontarienne. Bien qu'ils demeurent une minorité dans leur province, les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes ne se perçoivent pas nécessairement comme telle dans leurs milieux ; ils se voient plutôt comme faisant partie d'une société canadienne-française plus large.

Néanmoins, dans les divers secteurs économiques, ils accèdent rarement aux postes de direction. Ils sont généralement bûcherons, cheminots semi-qualifiés, petits cultivateurs de subsistance ou travailleurs et travailleuses d'usine. Les formes de capitalisme et l'attitude de la majorité anglophone les excluent des postes de commande dans les secteurs économique et politique, de même que dans beaucoup d'autres institutions contrôlées par la majorité. Quand les Canadiens français s'installent en Ontario, ils apprennent vite que l'accès à certains statuts économiques leur est impossible (Thériault, 1982).

Cependant, leurs stratégies économiques et sociales, leur esprit de débrouillardise et les solidarités locales assurent leur survie en dépit de nombreux changements dans une société en effervescence (Berger, 1979 : 196). Leurs institutions autonomes et leur vie socio-économique leur permettent « de continuer à vivre là où d'autres avaient disparu ou péri » (Berger, 1979 : 199).

La période pendant et après la Deuxième Guerre mondiale transforme complètement le visage économique et socioculturel de l'Ontario. Grâce à une expansion industrielle rapide, la province accélère sa transformation vers le capitalisme industriel, devenant de plus en plus intégrée à l'économie nord-américaine.

Ces changements économiques ont un impact important sur la communauté franco-ontarienne. En effet, en l'espace de quelques années, cette population connaît un déplacement massif au sein même de la province, de la campagne vers les villes régionales, et du Nord vers les villes industrielles du Sud. Parallèlement à ces changements démographiques, des milliers de Québécois et d'Acadiens viennent s'installer dans les centres manufacturiers du Sud et dans certaines villes minières du Nord.

En riposte à ces changements rapides, la population franco-ontarienne adopte des stratégies socio-économiques mi-capitalistes, mi-survivance,

qui reflètent à la fois sa ruralité et l'influence prépondérante du clergé et des communautés religieuses. Par ailleurs, à mesure qu'elle s'adapte à la vie et aux valeurs urbaines, elle perd une partie importante de sa vie culturelle et de ses réseaux informels.

Après la Deuxième Guerre mondiale, bon nombre de Franco-Ontariens et de Franco-Ontariennes, les hommes bien plus que les femmes, voient leur niveau de vie et leurs conditions de travail s'améliorer rapidement, grâce surtout à la montée de la syndicalisation. En général, les salaires grimpent plus rapidement que le coût de la vie, souvent après de longues luttes syndicales (Arnopolous-McLeod, 1982). Cependant, ce ne sont pas tous les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes qui connaissent alors une amélioration de leur situation économique. Bien que plusieurs bénéficient de meilleurs salaires, une partie de la population, exclue de la prospérité d'après-guerre, vit dans la pauvreté, aussi bien dans les villages que dans les villes, et forme une sorte de «classe défavorisée» sur le plan économique. Plusieurs Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes, de même que des Québécois et Québécoises et des Acadiens et Acadiennes qui ont, eux aussi, quitté les régions rurales de leur province pour s'établir dans les villes de l'Ontario, continuent de subir les conséquences de plus de cent ans d'oppression économique et politique. Souvent dépourvus des compétences requises et handicapés par un taux d'analphabétisme élevé, ils trouvent fort difficile, voire impossible, de profiter des retombées économiques que leur offre la ville et ce, quelle que soit la région. Pour ces gens, être Canadien français et Canadienne française est synonyme de vie pauvre et misérable, ce qui ne fait que perpétuer les nombreuses contradictions historiques basées sur la subordination économique, la langue et la ruralité. En un sens, la «campagne» et l'ailleurs les avaient suivis dans leurs villes d'adoption.

LE SENS D'IDENTITÉ ET LES RAPPORTS SOCIAUX EN PLEINE MUTATION

À cette époque, la socialisation des jeunes Franco-Ontariens est assurée en grande partie par les femmes, aidées souvent des grands-parents. Ainsi les femmes, dans leur rôle d'éducatrice et de mère, contribuent non seulement à préserver l'ethnicité mais également à la reproduire en transmettant et en valorisant les pratiques culturelles et en préparant les jeunes à s'adapter aux transformations rapides de l'après-guerre (Juteau-Lee et Roberts, 1981 : 19). Le sens d'identité de la jeunesse franco-ontarienne s'est également façonné grâce aux interactions avec les membres de la famille élargie et avec les réseaux communautaires, qui jouent un rôle important sur le plan de l'identité culturelle et linguistique. Dans ces échanges

sociaux, les enfants franco-ontariens apprennent graduellement à s'identifier à leur collectivité. Ainsi, les frontières de la communauté sont maintenues principalement par le moyen des relations domestiques ou privées et soutenues par des réseaux externes ou publics (écoles, institutions, centres communautaires).

Avec la croissance de l'industrialisation et de l'urbanisation, le rôle des Franco-Ontariennes s'amenuise, notamment dans les sphères économique et sociale, ce qui a des répercussions sur leur statut au sein de la famille et de la communauté. Souvent cantonnées au foyer et aux soins qu'elles doivent prodiguer aux enfants et aux personnes âgées, les femmes sont de plus en plus isolées sur le plan social. De plus, l'État prend progressivement la relève d'un grand nombre de tâches qu'elles avaient l'habitude d'accomplir et exige des titres ou des diplômes que la plupart d'entre elles ne possèdent pas. Dans certaines régions comme le Nord-Est, les emplois les mieux payés se trouvent dans les mines et dans l'industrie forestière, lieux pratiquement interdits aux femmes. Ces dernières se retrouvent alors dans des emplois peu rémunérateurs du secteur des services, tels la restauration, le ménage, les services sociaux et de santé, etc., ce qui augmente leur dépendance financière à l'égard des hommes. L'urbanisation et l'augmentation des salaires ont donc amélioré la situation des hommes canadiens-français, mais peu celle des femmes (Coulombe, 1985; Proulx, 1982). À mesure que les familles émigrent vers la ville et que les enfants et petits-enfants côtoient de plus en plus la culture dominante, la tâche des femmes devient encore plus difficile; dans certains cas, les mères se sentent coupables du fait que leurs enfants aient perdu l'usage du français.

Tous ces changements dans les rapports au sein et à l'extérieur de leur communauté ont un impact sur la perception qu'ont les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes de leurs institutions et de leur propre élite. Quand il existait un certain consensus au sein de la communauté par rapport à son sens d'identité, il était souvent plus facile de se mettre d'accord sur les formes institutionnelles les plus appropriées. Par contre, à mesure que la perception du sens d'identité communautaire ou de l'importance des diverses pratiques culturelles, telles la langue et la religion, se diversifie, le consensus par rapport aux types d'institutions et de pratiques sociales les plus appropriés s'avère beaucoup plus difficile à établir. En plus, dans les centres urbains en particulier, les institutions sont souvent imposées de l'extérieur, rendant difficile leur transformation par la communauté locale. Néanmoins, pour faire face à ces bouleversements, les gens s'emploient à créer dans les villes des institutions socio-économiques intermédiaires (caisses populaires, centres sportifs et communautaires) qui rappellent d'une certaine façon celles de la campagne et de la période antérieure.

De même que nous avons plusieurs niveaux de conscience, nous nous définissons aussi en fonction de plusieurs identités. L'identité ethnique n'est qu'une des formes d'identification sociale (Epstein, 1978), qui comprend aussi des identités régionales ou de classe, de sexe, etc. Ainsi, certains Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes, vivant de nouvelles réalités économiques et sociales, se créent de nouvelles identités basées maintenant sur les « critères de réussite » de la majorité anglophone et de ses institutions beaucoup mieux pourvues, et renient du même coup leurs racines, afin de mieux s'intégrer, en partie ou en totalité, à cette majorité.

Ces changements économiques et démographiques ont donc un impact important sur les rapports sociaux à l'intérieur de la communauté. La prolétarianisation entraîne progressivement de nouveaux sentiments d'identité, par exemple syndicale, qui viennent s'ajouter à l'identité ethnique existante. Éloignés des communautés rurales plus homogènes, les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes forment maintenant une communauté aux allégeances diverses, parfois opposées, déterminées par les conditions d'une société plus complexe et urbaine. La classe ouvrière développe de nouvelles loyautés, basées par exemple sur des conflits de classe, car elle se retrouve en contradiction avec l'élite qui, à ses yeux, défend des intérêts de moins en moins pertinents. Dans certaines circonstances, avant et après la Deuxième Guerre mondiale, notamment lors de grèves dans les mines de Sudbury et de Kirkland Lake, la petite bourgeoisie franco-ontarienne, y compris des membres du clergé, s'allie à la bourgeoisie ontarienne contre les travailleurs franco-ontariens (Pelletier, 1987 ; Arnopolous-McLeod, 1982).

LES ANNÉES 60 ET 70 : DE NOUVELLES RÉALITÉS, DE NOUVELLES PRATIQUES SOCIALES

Des rapports changeants avec l'État

Au début de 1969, le *Rapport du comité franco-ontarien d'enquête culturelle* (mieux connu sous le nom de rapport Saint-Denis) est présenté au gouvernement de l'Ontario (Saint-Denis, 1969). Grâce à ce document, pour la première fois depuis le congrès de 1910, qui avait donné naissance à l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFEO)², les membres de la communauté franco-ontarienne ont un aperçu global de

2. L'ACFEO a été fondée en 1910 lors d'un congrès qui regroupait plus de 1 200 délégués. Au cours des années, l'ACFEO a dirigé la majorité des luttes autour de l'éducation de langue française en Ontario. L'ACFEO s'est aussi impliquée dans un éventail d'activités telles la fondation de caisses populaires, la colonisation dans le Nord-Est ontarien et la lutte concernant la tutelle des jumelles Dionne. En 1969, afin d'élargir son mandat, l'organisation a laissé tomber le mot « éducation » pour devenir l'ACFO.

l'état de la vie culturelle et sociale de leur communauté. Se basant sur une définition large du mot culture, le rapport Saint-Denis met en relief les difficultés auxquelles font face les Franco-Ontariens dans l'adaptation de leurs institutions aux nouvelles réalités urbaines et capitalistes. Tout en soulignant l'état critique de la situation, le rapport propose des solutions axées sur une volonté communautaire collective et sur une plus grande intervention de l'État. Le rapport propose, en outre, la mise sur pied d'un Conseil des arts indépendant pour les Franco-Ontariens, créant ainsi une structure complètement parallèle pour « l'élaboration de politiques précises à l'endroit des divers secteurs de la vie artistique et culturelle d'expression française » (Saint-Denis, 1969 : 217). Le rapport fait état d'un choix que doivent faire les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes « il [le Franco-Ontarien] peut continuer de s'isoler comme l'histoire l'a si souvent contraint pour préserver sa personnalité, au risque de voir celle-ci s'étioler. Ou bien [...] il peut décider de prendre tous les moyens qui lui sont offerts par le pouvoir politique pour se tailler la place qui lui revient dans la société et s'imposer par la qualité et l'excellence des manifestations de son être social » (Saint-Denis, 1969 : 219).

Même si, en fin de compte, le gouvernement provincial refuse le concept de services parallèles et décide d'intégrer les activités culturelles des Franco-Ontariens dans des programmes existants, le rapport Saint-Denis représente un revirement historique dans les positions de l'élite franco-ontarienne face à l'État. Traditionnellement, les élites religieuse et séculière avaient confié à la famille et aux institutions religieuses et généralement francophones la sauvegarde de l'identité franco-ontarienne. La sécularisation et la plus grande prise en charge des secteurs de la santé, des services sociaux et de l'éducation par l'État accentuent la « distanciation entre les élites traditionnelles et leur communauté » (Carrière, 1993 : 324). Dorénavant, les droits gagnés auprès du gouvernement provincial ou délégués par celui-ci (Welch, 1988 ; Carrière, 1993) déterminent en bonne partie le pouvoir et l'influence de l'élite franco-ontarienne et le degré d'autonomie dont celle-ci jouira.

Ces développements dans les rapports entre les Franco-Ontariens et l'État ontarien doivent être situés dans le contexte des années 60. Dans tous les secteurs de la vie socio-économique, les gouvernements deviennent, ici comme ailleurs au pays, de plus en plus interventionnistes. Au nom de la modernité, des réformes et du bien-être de la société, le gouvernement ontarien apporte des changements dans la structure et le mandat de ses institutions ; il investit des millions de dollars dans la transformation du système d'éducation, des services de santé et des services sociaux de la province. Par contre, dans les années 70, le développement de l'État-providence dans les secteurs de l'éducation et les services sociaux et de santé commence à s'essouffler assez rapidement.

Les grands changements qui bouleversent les villes ontariennes et canadiennes entraînent des répercussions importantes sur la communauté franco-ontarienne. Ainsi, pour un certain temps, le gouvernement provincial facilite la construction de nouveaux hôpitaux, qui remplacent les institutions locales, souvent fondées et gérées par des religieuses canadiennes-françaises. Dans plusieurs villes et régions, ces nouveaux hôpitaux ne se trouvent plus dans ou près des quartiers francophones, où ils étaient jusque-là situés. De plus, en 1968, le gouvernement provincial adopte les projets de loi 140 et 141 qui permettent l'enseignement en langue française au secondaire public «là où le nombre le justifie».

À la suite de ces transformations, les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes profitent, au même titre que les autres, de meilleurs services et de professionnels mieux qualifiés. Néanmoins, même s'ils assurent certains bénéfices matériels aux personnes et à la communauté, ces changements imposés par l'État viennent affaiblir le sens d'identité franco-ontarienne, car souvent le nouveau personnel est anglophone et incapable de saisir les nuances et les particularités de la communauté franco-ontarienne (Pettet et Ouimet, 1988). En éducation, par exemple, la nouvelle législation confie l'application de la loi aux conseils scolaires locaux, généralement anglophones et souvent réfractaires à la construction de nouvelles écoles. Par ailleurs, la loi considère l'éducation en langue française pour les Franco-Ontariens comme un droit individuel, sans faire de lien direct avec la culture. Avec ces interventions du gouvernement provincial, les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes perdent souvent le contrôle d'institutions qu'ils avaient créées et dirigées depuis plusieurs générations. Dans un tel contexte, les gens se sentent souvent incapables de s'identifier à des institutions et à d'autres formes d'autorité basées sur des valeurs socio-politiques, une langue et des pratiques différentes.

Qui plus est, l'intervention plus directe du gouvernement provincial déborde les secteurs d'éducation, de services sociaux et de santé. En effet, au nom de la rénovation urbaine et d'une meilleure gestion municipale, les divers paliers de gouvernement appuient la démolition de vieux quartiers, plutôt que de venir en aide aux diverses communautés dans les quartiers populaires en leur fournissant des services locaux. Dans ce balayage de quartier, ils forcent le dépaysement ou l'expropriation de milliers de personnes et détruisent une multitude de réseaux ethnoculturels (Stasiulis, 1980 : 24-25). Cette nouvelle forme d'intervention étatique a un effet très négatif sur certains quartiers franco-ontariens³.

3. En voici quelques exemples. À Ottawa, une partie de la Basse-Ville et toutes les plaines LeBreton sont démolies, obligeant les Franco-Ontariens à déménager plus à l'est dans les banlieues d'Ottawa ou bien de l'autre côté de la rivière des Outaouais (CARRIÈRE, 1993). À la suite de ces

Les réformes des années 60 et du début des années 70 permettent donc aux Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes de profiter pendant un certain temps d'une certaine mobilité socio-économique et de meilleurs services en éducation et dans les services sociaux et de santé. Par contre, sans le contrôle d'un État de langue française, comme c'est le cas au Québec, et avec le retrait de l'Église des domaines de l'éducation et de la plupart des services sociaux, la communauté franco-ontarienne a bien souvent à faire à des pouvoirs politiques, des services et des professionnels qui ne sont pas représentatifs de leur communauté. L'État, tout en accordant certains droits aux Franco-Ontariens, se trouve maintenant mieux positionné pour définir ou imposer des rapports sociaux acceptables entre les Franco-Ontariens et la majorité anglophone et, jusqu'à un certain point, l'identité franco-ontarienne même.

Une période de conflits idéologiques ; l'émergence d'un nouveau leadership franco-ontarien

Pendant que l'élite traditionnelle se tourne de plus en plus vers l'État pour la création de nouvelles institutions franco-ontariennes, de nouveaux leaders franco-ontariens et franco-ontariennes émergent et prennent graduellement leur place sur le plan social et politique. Influencés en partie par l'expansion rapide de l'État-providence en Ontario, une plus grande reconnaissance du français dans le système scolaire ontarien, les événements autour de la Révolution tranquille au Québec, et par divers mouvements sociaux des années 60, ils entrent assez rapidement en conflit avec une élite qui est perçue par certains comme ayant des rapports «de bon-entendistes» avec la majorité anglophone et comme étant peu critique à l'égard du Parti conservateur au pouvoir à Queen's Park depuis déjà 25 ans.

rénovations, les nouveaux arrivants dans la Basse-Ville sont souvent des anglophones, de classe moyenne ou à faible revenu, logés dans les habitations nouvellement construites. Les transformations autour du Marché By, un ancien quartier d'affaires où se retrouvent aussi écoles et lieux de culte pour les Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes, ont le même effet. Ce manque de reconnaissance et de respect de l'identité ethnoculturelle se manifeste également à Sudbury, avec la destruction d'une bonne partie du quartier Moulin à Fleur, de même qu'à Toronto dans les quartiers autour de l'ancienne paroisse du Sacré-Cœur. Dans les banlieues des trois villes en question, où se retrouvent les plus grandes concentrations de Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes de la province, la création de nouveaux espaces d'expression socioculturelle s'avère difficile, à cause de la dispersion de la population, de la plus grande distance des écoles et des centres communautaires.

En plus, les nouvelles banlieues, toujours en expansion et majoritairement anglophones, détruisent en partie certaines concentrations historiques de Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes, par exemple à Orléans près d'Ottawa, à Tecumseh près de Windsor et dans les villages autour de Sudbury. De nouvelles pratiques culturelles se développent souvent autour des intérêts de la classe moyenne, laissant moins de place à la culture ouvrière, qui occupait une place d'honneur dans les anciens quartiers à majorité franco-ontarienne.

Par exemple, en 1967, lors des états généraux du Canada français, plusieurs jeunes délégués ontariens surprennent leurs aînés en appuyant une résolution reconnaissant le droit à l'autodétermination du Québec (Carrière, 1983). Ils acceptent plus facilement que leurs aînés que les nouvelles écoles secondaires de langue française soient non confessionnelles, plutôt que catholiques. Ils organisent une multitude d'activités culturelles, telles que des clubs de livres, des boîtes à chanson et des tournées de chansonniers québécois. Par divers organismes et des organisations plus traditionnelles, telle l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), ils encouragent le développement communautaire et le dynamisme local.

D'autres personnes moins intéressées par les structures plus formelles des institutions franco-ontariennes mettent sur pied à travers la province une multitude de groupes de théâtre, de musique et des festivals. Le début des années 70 voit la naissance de groupes comme Théâtre Action, CANO (un collectif culturel dans le Nord-Est ontarien), La Nuit sur l'Étang à Sudbury (un festival de jeunes talents franco-ontariens) et le Festival franco-ontarien, qui rassemble des milliers de personnes chaque année à Ottawa. Avec leurs pièces de théâtre et leur musique enracinées dans la culture franco-ontarienne, ces jeunes artistes choquent les élites par leur utilisation du français populaire, leurs idées non conformistes sur la famille et leurs idées qualifiées de politiquement radicales. Ce sont ces différents regroupements de jeunes, liés à des institutions franco-ontariennes ou à des organismes artistiques, qui jouent des rôles clés dans les nouvelles dynamiques qui s'amorcent à la fin des années 60 et au cours des années 70⁴.

Les limites réelles des réformes scolaires du gouvernement provincial et la mobilisation de la communauté franco-ontarienne

Dans le développement de nouvelles pratiques sociales en Ontario, les initiatives qui mobilisent les secteurs les plus nombreux de la communauté franco-ontarienne sont liées à la nouvelle législation qui permet l'enseignement en français au secondaire⁵. Dans plusieurs cas, l'ouverture de

4. Pour une analyse plus en profondeur de la «révolution culturelle» franco-ontarienne, voir ARNOPOULOS-MCLEOD (1982) et PARÉ (1994). À plusieurs égards, la création culturelle a été orale, car les Franco-Ontariens, comme d'autres groupes minoritaires, «évoluent dans un milieu social où le français, privé de ses manifestations dans l'écriture, se confine à la conversation, au cri, à la chanson et à la prière» (PARÉ, 1994 : 54).

5. Pour un examen plus détaillé sur les luttes scolaires des années 70, voir WELCH (1991 et 1992), PEEVER (1987), LAFLÈCHE (1986), CHAPERON-LOR (1974).

nouvelles écoles se fait sans trop de difficultés. Ces établissements sont mieux équipés, et ils sont en mesure d'offrir plus d'options en plus d'être souvent situés dans de nouveaux édifices. Par contre, dans certaines villes comme Windsor-Essex, Iroquois Falls et Penetanguishene, les anglophones qui dominent les conseils scolaires refusent d'ouvrir de nouvelles écoles, cherchant à limiter l'enseignement de langue française à quelques classes francophones dans un contexte presque totalement anglophone.

Les Franco-Ontariens qui favorisent les nouvelles écoles entièrement de langue française peuvent compter sur un soutien matériel et moral des organismes franco-ontariens plus traditionnels. Cependant, leurs dirigeants hésitent souvent à s'impliquer à fond dans les luttes politiques ou idéologiques par peur de se mettre à dos le gouvernement provincial. Réagissant très différemment, le jeune leadership préconise une mobilisation large et communautaire plutôt que des négociations en coulisse avec les conseils scolaires et le gouvernement, afin de forcer ce dernier à agir. Travaillant au sein d'une multitude d'organismes, ces leaders, ces animateurs, travailleurs et travailleuses culturels (musique et théâtre), en plus des médias de langue française (Radio-Canada, TVOntario, la presse francophone), cherchent ainsi à briser l'isolement des communautés des diverses régions de la province. Ils utilisent au maximum des symboles historiques et modernes chers aux Franco-Ontariens, tels que le drapeau franco-ontarien, les festivals de musique, les pièces de théâtre et les rituels qui font appel aux sentiments d'appartenance à la communauté. Toutes ces actions, souvent extrêmement dérangeantes pour le leadership traditionnel, ont pour effet de garder vivantes et publiques les différentes luttes et de mobiliser des secteurs de la communauté, particulièrement la jeunesse, souvent exclue des instances décisionnelles traditionnelles.

Les victoires scolaires dans des lieux comme Penetanguishene, Iroquois Falls, Sturgeon Falls, Cornwall et Windsor, en plus de permettre la construction de nouvelles écoles entièrement de langue française, amènent une revalorisation de la culture franco-ontarienne et un renforcement d'un nouveau leadership avec de nouvelles priorités pour le développement de la communauté⁶.

6. Un autre mouvement pour plus de services en français s'appelle C'est l'Temps. En 1975, un groupe de jeunes Franco-Ontariens, croyant plus dans la stratégie de l'action directe que dans des négociations interminables, refusent de payer des amendes liées au Code de la route, car ces contraventions sont uniquement en anglais. Plusieurs passent du temps en prison à Ottawa et à Sudbury afin que la province accepte d'instaurer des services judiciaires en français. Aujourd'hui, les Franco-Ontariens peuvent exiger un procès en français, et les documents officiels (permis de conduire, etc.) sont bilingues. Cette action n'a jamais été documentée sauf par un document vidéo préparé par la Société Radio-Canada.

Une nouvelle remise en question des pratiques sociales

Dans les années 70, dans le contexte de l'essoufflement des réformes de l'État-providence ontarien et forte de l'appui des diverses mobilisations sociales en faveur des services de langue française, une minorité du nouveau leadership avance la thèse suivante : si notre communauté désire vraiment s'épanouir, ses membres devront avoir le droit d'agir sur leur propre avenir. Afin de surmonter les différentes formes d'exploitation au sein de la communauté (économique et sociale), ils croient que les gens devraient rechercher une plus grande autonomie et créer ou recréer des organismes et des formes culturelles qui refléteraient les aspects changeants de la communauté tout en respectant les ancrages historiques et géographiques (Groupe C'est l'Temps, 1981 : 112).

C'est à partir de ces questionnements que certains Franco-Ontariens et Franco-Ontariennes se tournent vers de nouvelles formes de pratiques. Voulant aller au-delà des préoccupations constantes liées aux questions d'éducation, certains entreprennent des actions qui remettent en question, entre autres, les inégalités dans les rôles sexuels et les grands écarts socio-économiques existant au sein de la communauté franco-ontarienne.

Actives depuis toujours dans le bénévolat au sein de la communauté, des Franco-Ontariennes commencent à construire leurs propres solidarités axées sur leurs besoins et intérêts en tant que femmes et Franco-Ontariennes, plutôt que de continuer à se laisser exploiter par le manque de volonté politique de la part de l'État ontarien, à fournir des services appropriés pour la communauté (Pelletier, 1987). Abandonnant des organismes comme l'ACFO encore dominés par des hommes, plusieurs femmes s'engagent dans un féminisme « axé principalement sur la sensibilisation des femmes à leurs besoins » (Cardinal, 1992b : 12). Certaines mettent sur pied de nouveaux groupes tels que les Ontaraises de l'Est, Franco-femmes, dans le nord de l'Ontario, et le Réseau des femmes du Sud (Cardinal et Coderre, 1990b). D'autres travaillent à la mise sur pied de garderies, de foyers pour femmes violentées, de services pour femmes immigrantes, etc. Certains organismes féminins, telles la Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF) et l'Union culturelle franco-ontarienne (UCFO) qui existent depuis longtemps, reformulent leurs orientations en axant leurs pratiques sociales vers des questions comme la violence faite aux femmes (Cardinal et Coderre, 1990b). À partir de ces nouvelles pratiques, avec le temps, certaines femmes reviennent de nouveau dans

les organismes plus traditionnels mais avec des perspectives et des exigences transformées⁷.

À l'époque où les Franco-Ontariennes commencent à s'organiser à l'extérieur des structures traditionnelles, certaines personnes amorcent une critique au sein de l'ACFO devant l'absence presque complète de préoccupations pour la réalité économique de la classe ouvrière franco-ontarienne. À partir des années 80, des délégués, souvent issus des mêmes groupes qui contestaient le leadership antérieur, proposent des résolutions pour faciliter des liens plus étroits avec les syndicats et les comités de grèves ainsi que l'établissement d'une table de concertation sur la condition ouvrière à l'ACFO. Malgré un accueil tiède, en 1980, les délégués au congrès annuel de l'ACFO appuient les travailleurs forestiers en grève à Elk Lake dans le Nord-Est ontarien. En 1981, après de longues tergiversations, l'ACFO apporte son soutien aux grévistes d'AMOCO, une usine de textile à Hawkesbury, dans l'Est ontarien, et composé majoritairement de Franco-Ontariens (Andrew *et al.*, 1986). L'année suivante, l'ACFO intervient dans la fermeture du moulin de la Canadian International Paper à Hawkesbury. Elle donne ensuite un soutien aux grévistes de l'Union du Canada à Ottawa. Finalement, en 1983, une série de conférences est organisée pour étudier les moyens par lesquels les organismes franco-ontariens peuvent mieux répondre aux besoins des travailleurs et travailleuses franco-ontariens. Ces rencontres sont suivies d'une conférence provinciale, en 1984, «Le printemps des travailleurs», où des résolutions touchant, entre autres, les problèmes du chômage, la nécessité de liens accrus avec le mouvement syndical et la crise d'analphabétisme au sein de la communauté sont acceptées. Les délégués proposent la mise sur pied d'une table de concertation permanente sur la condition ouvrière, qui aurait pour mandat d'étudier les conditions de vie de la majorité de la population franco-ontarienne, généralement absente des divers organismes communautaires⁸.

7. Certains des écrits qui cherchent à conceptualiser les Franco-Ontariennes comme sujet sont : CARDINAL (1992a, 1992b), CARDINAL et CODERRE (1990a, 1990b, 1991), JUTEAU-LEE (1983), JUTEAU-LEE et ROBERTS (1981), PELLETIER (1987), PROULX (1982). Voir aussi la revue féministe *Le tablier déposé*, publiée dans l'Est ontarien entre 1979-1985. Voir McKEE-ALLAIN (1989) pour la réalité des Acadiennes.

8. Cette étude, *Les francophones, tels qu'ils sont* (GUINDON *et al.*, 1985), a été un pas en avant important pour l'ACFO. Le comité qui a rédigé le rapport a été formé de syndicalistes et d'intervenants communautaires ; ensemble, ils ont pondu la première analyse systématique de la classe ouvrière franco-ontarienne en faisant ressortir des contradictions relatives aux rôles sexuels, aux régions et aux classes sociales. L'étude a clarifié pour la première fois l'étendue du problème d'analphabétisme au sein de la communauté (25 à 40 % de la population). Finalement, l'étude a situé la classe ouvrière franco-ontarienne dans le contexte du mouvement syndical ontarien. Deux mises à jour ont été faites à partir des recensements de 1986 et 1991.

Certains enjeux

Cet examen de certaines pratiques sociales des années 60 jusqu'aux années 80 permet de cerner différentes priorités sur le plan des objectifs et des moyens utilisés par divers acteurs. D'une part, avec l'expansion de l'État-providence dans les années 60, la majorité des personnes engagées consacrent leurs énergies à la création d'un nombre accru de services en français dans les domaines de l'éducation et des services sociaux et de santé. Grâce à ces luttes, la communauté franco-ontarienne a pu faire d'importants gains dans le domaine des services sociaux et communautaires. Plutôt que de se contenter de services bilingues, certains demandent, à l'exemple du Nouveau-Brunswick, de plus en plus des services parallèles, entièrement dirigés par les membres de leur communauté. Par contre, dans plusieurs cas, la lutte pour l'obtention de ces nouveaux services se limite à des aspects de langue et de culture, avec peu de remise en question des objectifs et du fonctionnement interne des services. Malgré des poussées communautaires, la majorité des revendications portant sur la nécessité de services sociaux en français sont encore dirigées par une élite plus traditionnelle et bien encadrée par les institutions, telle l'ACFO, ou les organismes sociaux existants. Ces pratiques ne remettent pas en question les rapports avec l'État et ont tendance à présenter la communauté comme une entité relativement homogène.

D'autre part, une minorité de personnes au sein de la communauté tente de susciter un questionnement plus radical sur la nature même des pratiques sociales. Actives aussi dans les luttes pour de meilleurs services en français, ces personnes interviennent à l'intérieur de groupes de femmes, d'artistes, de jeunes et d'une multitude d'organismes communautaires. Par leurs pratiques, elles cherchent à diminuer certains des écarts qui existent au sein de la communauté en ajoutant une analyse des classes, des sexes et des régions à la variable linguistique. Dans certains cas, elles gardent une distance face au leadership d'organismes comme l'ACFO en particulier. À travers leurs remises en question, elles développent de nouvelles pratiques, telles que la radio communautaire, les projets d'alphabétisation populaires, des groupes d'entraide de tous genres et, plus récemment, de développement économique communautaire. Ces intervenants sont souvent éloignés des pouvoirs décisionnels au sein de la communauté et en marge des grands circuits socio-économiques. Leurs actions cherchent à conjuguer les intérêts culturels et les enjeux liés aux différences de classe sociale, de sexe et de race. Par le fait même, elles contestent les approches plus traditionnelles centrées exclusivement sur la langue qui ont tendance à exclure de larges secteurs de leur communauté. Leurs pratiques essaient d'éviter de recréer et de reproduire en français les mêmes aliénations et

exclusions qui ont fait partie de l'histoire des Franco-Ontariens dans leurs rapports avec la majorité anglophone. Dans leur contestation des élites dans la communauté, ils posent la question : qui sont les alliés des Franco-Ontariens aujourd'hui et comment peut-on construire sur les acquis du passé de nouvelles formes de solidarité et une société plus égalitaire ?

EN GUISE DE CONCLUSION

Dans cet article, nous avons présenté un panorama d'une communauté dont l'identité s'est transformée au rythme des grands changements sociaux, économiques et politiques de la province et du pays. L'identité de la population franco-ontarienne lui a permis d'affronter les grandes transformations des années 60 aux années 80, particulièrement dans ses rapports avec l'État et dans ses différents champs de pratiques sociales.

En cherchant à saisir l'essentiel de ces changements, nous avons pu cerner des divergences importantes dans les différentes idéologies et pratiques du leadership franco-ontarien. Certains ont privilégié, à beaucoup d'égards, le maintien du statu quo, sauf par rapport à la sauvegarde de la langue française et d'une certaine culture franco-ontarienne. Étroitement liée à l'État, cette élite, tout en se présentant comme le défenseur de la communauté, avançait, et le fait encore, des positions peu pertinentes aux yeux de larges secteurs de la communauté.

Par contre, d'autres leaders franco-ontariens, généralement plus jeunes et fortement influencés par divers mouvements sociaux des années 60 et 70, ont contesté la lenteur des réformes de l'État ontarien et, de ce fait même, le leadership de leurs aînés et les conséquences politiques d'un tel positionnement. Leur engagement a recherché plus que «de simples revendications culturelles pour la diversité» (Melucci, 1993). Contestant le statu quo, par leur résistance et leurs nouvelles pratiques sociales, ils cherchent à démontrer que de nouvelles alliances demeurent toujours possibles autour de nouvelles formes de solidarité et une recherche collective d'une société plus égalitaire. Reste à savoir, dans la conjoncture des restrictions actuelles et dans l'incertitude politique que nous vivons, comment ce leadership se positionnera face aux grands défis de l'heure !

Bibliographie

ANDREW, Caroline, ARCHIBALD, Clinton, CALOREN, Fred et Serge DENIS (1986). *Une communauté en colère. La grève contre Amoco Fabrics à Hawkesbury, Hull*, Éditions Asticou.

- ARNOPOULOS-MCLEOD, Sheila (1982). *Hors du Québec point de salut ?*, Montréal, Libre Expression.
- BERGER, John (1979). *Pig Earth*, London, Writers and Readers Publishing Cooperative.
- BLAIS, L. (1993). *L'étrangère à nos portes : femmes, pauvreté et santé mentale*, Thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal. (Texte inédit)
- CARDINAL, Linda (1992a). «Théoriser la double spécificité des Franco-Ontariennes», dans GARCEAU, Marie-Luce (sous la direction de), *Relevons le défi ! Actes du colloque sur l'intervention féministe dans le Nord-Est de l'Ontario*, Sudbury, Ontario, 177-188.
- CARDINAL, Linda (1992b). «La recherche sur les femmes francophones vivant en milieu minoritaire : un questionnement sur le féminisme», *Recherches féministes*, vol. 5, n° 1, 5-29.
- CARDINAL, Linda et Cécile CODERRE (1991). «Éducation et identité : l'expérience des femmes francophones vivant en milieu minoritaire», *Éducation et francophonie : femmes et éducation*, vol. 19, n° 3, 23-26.
- CARDINAL, Linda et Cécile CODERRE (1990a), «Les francophones telles qu'elles sont : les Ontariotes et l'économie», *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 12, 151-181.
- CARDINAL, Linda et Cécile CODERRE (1990b). «Reconnaître une histoire : le mouvement des femmes francophones hors Québec», *Femmes d'action*, vol. 19, n° 3, 15-16.
- CARRIÈRE, Fernand (1993). «La métamorphose de la communauté franco-ontarienne, 1960-1985», dans JAENEN, Cornelius J. (sous la direction de), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 305-340.
- CARRIÈRE, Fernand (1983). *Le confort... sans histoires : les Franco-Ontariens de 1960-1970*, Toronto, TV Ontario.
- CHAPERON-LOR, D. (1974). *Une minorité s'explique*, Toronto, Institut des études pédagogiques de l'Ontario.
- COULOMBE, D. (1985). «Doublement ou triplement minoritaire», *Revue de l'Université d'Ottawa*, vol. 55, n° 2, 131-136.
- EPSTEIN, A.L. (1978). *Ethos and Identity*, London, Tavistock Publications.
- GROUPE C'EST L'TEMPS (1981). «Se prendre en main», *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 3, 110-114.
- GUINDON, René, ÉMOND, Lucie, LEBRUN, Denis et Wilfrid THIFFAULT (1985). *Les francophones tels qu'ils sont : regards sur le monde du travail franco-ontarien*, Ottawa, Association canadienne-française de l'Ontario.
- JAENEN, Cornelius J. (1993). *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa.
- JUTEAU-LEE, Danièle (1983). «Ontariotes et Québécois : Relations hors-frontières ?», dans LOUDER, Dean R. et Eric WADDEL (sous la direction de), *Du continent perdu à l'archipel retrouvé : le Québec et l'Amérique française*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 42-53.
- JUTEAU-LEE, Danièle (1980). «Français d'Amérique, Canadiens, Canadiens-français, Franco-Ontariens, Ontariotes : Qui sommes-nous ?», *Pluriel*, vol. 24, 21-42.

- JUTEAU-LEE, Danièle et Barbara ROBERTS (1981). « Ethnicity and Feminity : (d') après nos expériences », *Revue canadienne des études ethniques*, vol. 8, n° 1, 1-23.
- LAFLECHE, Michelynn Anne (1986). *French Language Secondary Education : The Case of Sturgeon Falls*, Toronto, OISE.
- McKEE-ALLAIN, Isabelle (1989). « Les productrices d'ethnicité en Acadie : perspectives théoriques », *Égalité*, n° 24, 45-68.
- MELUCCI, Alberto (1993). « Vie quotidienne, besoins individuels et action volontaire », *Sociologie et Sociétés*, vol. 25, n° 1, 189-197.
- PARÉ, François (1994). « L'institution littéraire franco-ontarienne et son rapport à la construction identitaire des Franco-Ontariens », dans LÉTOURNEAU, Jocelyn et Roger BERNARD (sous la direction de), *La question identitaire au Canada francophone*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 45-62.
- PEEVER, R. (1987). *The Entity Crisis in Iroquois Falls*, Toronto, Collège universitaire Glendon.
- PELLETIER, Jacqueline (1987). *Discours d'ouverture*, Sudbury (Ontario), Rencontre des féministes franco-ontariennes.
- PETTEY, Donna et Renée OUMET (1988). *Quand je suis malade, je ne suis pas bilingue*, Ottawa, Association canadienne pour la santé mentale, Section d'Ottawa-Carleton.
- PROULX, P. (1982). *La part des femmes il faut la dire*, Ottawa, Fédération des femmes canadiennes-françaises.
- SAINT-DENIS, Roger (1969). *La vie culturelle des Franco-Ontariens. Rapport du comité franco-ontarien d'enquête culturelle*, Ottawa, Gouvernement de l'Ontario.
- STASIULIS, Daiva (1980). « The Political Structuring of Ethnic Community Action : A Reformulation ? », *La revue canadienne des études ethniques*, vol. 12, n° 3, 19-43.
- THÉRIAULT, J. Yvon (1982). « Trois évidences sur notre réalité économique », *Colloque national en économie*, Ottawa, Fédération des francophones hors Québec.
- WELCH, David (1994). « Formes socio-économiques et identité franco-ontarienne dans le nord-est de l'Ontario. Étude socio-historique de développement économique », *Égalité*, n° 34, automne, 46-80.
- WELCH, David (1991-1992). « La lutte pour les écoles secondaires franco-ontariennes », *Revue du Nouvel-Ontario*, nos 13-14, 109-131.
- WELCH, David (1988). *The Social Construction of Franco-Ontarian Interests Towards French-language Schooling, 19th Century to 1980s*, Thèse de doctorat, Université de Toronto (inédicté).